

## Annexe

**Accord de coopération du 10 mars 2023 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune visant à la modification de l'Accord de coopération du 25 août 2020 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune, concernant le traitement conjoint de données par Sciensano et les centres de contact désignés par les entités fédérées compétentes ou par les agences compétentes, par les services d'inspections d'hygiène et par les équipes mobiles dans le cadre d'un suivi des contacts auprès des personnes (présumées) infectées par le coronavirus Covid-19 se fondant sur une base de données auprès de Sciensano**

### Exposé général

Ces deux dernières années, plusieurs accords de coopération ont été conclus entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune, entre autres, afin de prendre les mesures nécessaires pour faire face à la pandémie mondiale de Covid-19.

Parmi les parties susmentionnées, l'Accord de coopération du 25 août 2020 concernant le traitement conjoint de données par Sciensano et les centres de contact désignés par les entités fédérées compétentes ou par les agences compétentes, par les services d'inspection d'hygiène et par les équipes mobiles dans le cadre d'un suivi des contacts auprès des personnes (présumées) infectées par le coronavirus Covid-19 se fondant sur une base de données auprès de Sciensano a, entre autres, été conclu.

Cet Accord de coopération, ainsi que les autres Accords de coopération conclus à cette fin, prévoit, entre autres, le traitement de données à caractère personnel afin de minimiser l'impact du coronavirus Covid-19 sur la santé publique, le système de santé national et l'économie nationale.

L'Accord de coopération susmentionné prévoit la création de différentes bases de données (I à V), traitant diverses données afin de permettre de détecter les personnes infectées par le coronavirus Covid-19 et de prévenir la propagation du virus, en retrouvant également les derniers contacts des personnes infectées. L'Accord de coopération divise les personnes en différentes catégories (I à VI), dont les données seront traitées dans différentes bases de données. Les règles concernant ce traitement sont fixées, en précisant les finalités du traitement, en définissant les catégories de personnes, ainsi que les catégories de données à caractère personnel collectées, en définissant comment ces données peuvent être transmises et qui y a accès, quelles applications sont créées pour permettre la détection, en définissant les délais de conservation des données et en clarifiant les droits des personnes concernées, et en adoptant des mesures de sécurité pour protéger les données.

Les dispositions de l'Accord de coopération du 25 août 2020, prévoient la mise en place de :

## Bijlage

**Samenwerkingsakkoord van 10 maart 2023 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de wijziging van het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, betreffende de gezamenlijke gegevensverwerking door Sciensano en de door de bevoegde gefedereerde entiteiten of door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentra, gezondheidsinspecties en mobiele teams in het kader van een contactonderzoek bij personen die (vermoedelijk) met het coronavirus Covid-19 besmet zijn op basis van een gegevensbank bij Sciensano**

### Algemene toelichting

De afgelopen twee jaren werden er tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie onder andere diverse samenwerkingsakkoorden afgesloten teneinde de nodige maatregelen te kunnen treffen om de wereldwijde Covid-19-pandemie het hoofd te kunnen bieden.

Tussen voormelde partijen werd onder meer het Samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 betreffende de gezamenlijke gegevensverwerking door Sciensano en de door de bevoegde gefedereerde entiteiten of door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentra, gezondheidsinspecteurs en mobiele teams in het kader van een contactonderzoek bij personen die (vermoedelijk) met het coronavirus Covid-19 besmet zijn op basis van een gegevensbank bij Sciensano afgesloten.

Dat Samenwerkingsakkoord voorziet, samen met de andere daartoe afgesloten Samenwerkingsakkoorden, onder meer in de verwerking van persoonsgegevens om de gevolgen van het coronavirus Covid-19 op de volksgezondheid, het binnenlands zorgsysteem en de binnenlandse economie zoveel mogelijk te beperken.

Voormeld Samenwerkingsakkoord voorziet in de oprichting van verschillende gegevensbanken (I tot en met V), waarbij diverse gegevens worden verwerkt teneinde het mogelijk te maken om personen besmet met het coronavirus Covid-19 op te sporen en verdere verspreiding van het virus te voorkomen, door ook de laatste contacten van besmette personen te traceren. Het Samenwerkingsakkoord deelt personen op in verschillende categorieën (I tot en met VI), van wie de gegevens in de verschillende gegevensbanken worden verwerkt. De regels rond die verwerking worden vastgelegd, door de verwerkingsdoelstellingen te preciseren, de categorieën van personen te bepalen, alsook de categorieën van persoonsgegevens die worden verzameld, door vast te leggen hoe die gegevens kunnen doorgesloten worden en wie er toegang toe heeft, welke applicaties in het leven worden geroepen om de opsporing mogelijk te maken, door de bewaartermijnen van de gegevens vast te leggen en de rechten van de betrokkenen te verduidelijken en door het treffen van veiligheidsmaatregelen ter bescherming van de gegevens.

De bepalingen in het Samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 voorzien in de oprichting van:

- i) une base de données concernant les résultats des tests de dépistage des personnes concernées et le traçage des contacts ; ainsi que
- ii) les bases de données et les structures essentielles à la collecte des informations nécessaires pour permettre le traçage des contacts.

Un cadre a également été créé pour permettre le traçage numérique des contacts par le biais d'une application numérique de traçage des contacts, en plus du traçage manuel des contacts effectuée par les centres de contact. Cette application numérique de traçage des contacts permet aux citoyens de déterminer s'ils ont été récemment en contact avec une personne infectée.

Les bases de données établies par l'Accord de coopération susmentionné constituent également la base de la délivrance des certificats de test et de rétablissement dans le cadre du certificat COVID numérique de l'UE. En outre, les informations contenues dans ces bases de données restent nécessaires pour la recherche scientifique et le suivi épidémiologique de la pandémie de coronavirus Covid-19.

Suite à l'arrêt de la Cour Constitutionnelle du 22 septembre 2022, n° 110/2022 certaines modifications doivent être apportées à l'Accord de coopération précité. Ces modifications sont effectuées par le biais du texte du présent Accord de coopération.

La Cour Constitutionnelle a examiné la question de savoir si l'Accord de coopération du 25 août 2020 contient des dispositions non conformes à la Constitution. La Cour a confirmé la constitutionnalité de l'Accord de coopération du 25 août 2020 - à l'exception de trois cas (dont deux sont pris en compte par cet Accord de coopération).

En premier lieu, la Cour Constitutionnelle a relevé que l'Accord de coopération précité prévoit, conformément aux dispositions du Règlement général sur la Protection des Données (RGPD), les délais de conservation des données à caractère personnel conservées dans les différentes bases de données. La Cour a constaté que, en ce qui concerne les Bases de données I à III, l'Accord de coopération du 25 août 2020 contient des délais de conservation clairs, mais que le délai de conservation prévu pour les données conservées dans la Base de données IV n'est pas suffisamment clair, et donc incompatible avec les articles 10, 11 et 22 de la Constitution, lus en combinaison avec l'article 5, paragraphe 1<sup>er</sup>, lettre e) du RGPD. Par conséquent, le délai de conservation de la Base de données IV doit être précisée.

La Cour Constitutionnelle a ensuite relevé que l'Accord de coopération du 25 août 2020 définit les responsables du traitement des données pour les différentes bases de données. En revanche, elle estime qu'en ce qui concerne la Base de données I, il existe des responsables conjoints du traitement - contrairement à ce que prévoyait l'Accord de coopération. La Cour considère que non seulement Sciensano, mais aussi les entités fédérées compétentes ou leur agences sous l'autorité desquelles opèrent les centres de contact, les services d'inspection d'hygiène et les équipes mobiles, doivent être désignés comme des responsables du traitement de la Base de données I.

Enfin, la Cour Constitutionnelle a constaté que les autorisations accordées par la Chambre de la sécurité sociale et de la santé du comité de sécurité de l'information et, dans le cas particulier de la communication à des tiers de données à caractère personnel pseudonymisées conservées dans la Base de données II à des fins de recherche scientifique, sont incompatibles avec la Constitution. Compte tenu du fait que les compétences du comité de sécurité de l'information sont fixées par la Loi du 15 janvier 1990 organique de la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale, les parties au présent Accord de coopération ne peuvent pas intervenir dans ce texte.

- i) een gegevensbank rond de testresultaten van betrokkenen en de daaropvolgende contactopsporing; alsook
- ii) gegevensbanken en structuren die essentieel zijn om de nodige informatie te kunnen verzamelen om de contactopsporing mogelijk te maken.

Er werd tevens een kader gecreëerd om het digitale contactonderzoek via een digitale contactopsporingsapplicatie mogelijk te maken naast het manuele contactonderzoek dat gebeurt via de contactcentra. Deze digitale contactopsporingsapplicatie laat burgers vaststellen of ze recent in contact zijn geweest met een besmette persoon.

De gegevensbanken die zijn opgericht door middel van voornoemd Samenwerkingsakkoord vormen tevens de basis voor het afleveren van de test- en herstelcertificaten in het kader van het digitaal EU-COVID-certificaat. Bijkomend blijft de informatie vervat in deze gegevensbanken noodzakelijk voor wetenschappelijk onderzoek en epidemiologische opvolging van de coronavirus Covid-19-pandemie.

Naar aanleiding het arrest van het Grondwettelijk Hof van 22 september 2022 nr. 110/2022 diene enkele wijzigingen te worden aangebracht aan voormeld Samenwerkingsakkoord. Die wijzigingen worden doorgevoerd middels de tekst van huidig Samenwerkingsakkoord.

Het Grondwettelijk Hof boog zich over de vraag of het Samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 bepalingen bevat die niet overeenstemmen met de Grondwet. Het Hof bevestigde de grondwettelijkheid van het Samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 – met uitzondering van drie zaken (waarvan twee middels huidig Samenwerkingsakkoord worden opgevangen).

Vooreerst merkte het Grondwettelijk Hof op dat voormeld Samenwerkingsakkoord conform de bepalingen van de Algemene Verordening Gegevensbescherming (AVG) voorziet in de bewaartermijnen van de persoonsgegevens die in de verschillende gegevensbanken worden bewaard. Het Hof stelde vast dat het Samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 wat betreft Gegevensbanken I tot en met III duidelijke bewaartermijnen bevat, maar dat de bewaartermijn voorzien voor de gegevens in Gegevensbank IV niet voldoende duidelijk is, en dus niet bestaanbaar met artikelen 10, 11 en 22 van de Grondwet, samen gelezen met artikel 5, 1., e) van de AVG. Bijgevolg dient de bewaartermijn van Gegevensbank IV te worden gespecificeerd.

Vervolgens stelde het Grondwettelijk Hof vast dat het Samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 de verwerkingsverantwoordelijken voor de diverse gegevensbanken vastlegt. Zij meent evenwel dat wat betreft Gegevensbank I er gezamenlijke verwerkingsverantwoordelijken zijn – in tegenstelling tot wat het Samenwerkingsakkoord bepaalde. Het Hof meent dat niet enkel Sciensano, maar ook de bevoegde gefedereerde entiteiten of hun agentschappen onder wier gezag de contactcentra, de gezondheidsinspectiediensten en de mobiele teams werken, als verwerkingsverantwoordelijke van Gegevensbank I dienen te worden aangemerkt.

Tot slot merkte het Grondwettelijk Hof op dat de machtigingen verleend door de kamer Sociale Zekerheid en Gezondheid van het informatieveiligheidscomité en in het bijzondere geval van de mededeling aan derden van gepseudonimiseerde persoonsgegevens die zijn opgeslagen in Gegevensbank II voor het doeleinde van wetenschappelijk onderzoek, niet verenigbaar zijn met de Grondwet. Gelet op het feit dat de bevoegdheden van het informatieveiligheidscomité zijn vastgelegd in de Wet van 15 januari 1990 houdende de oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, kunnen de partijen bij huidig Samenwerkingsakkoord hier in deze tekst niet aan tegemoetkomen.

Par conséquent, il convient tout d'abord de préciser le délai de conservation de la Base de données IV. L'article 15, § 1<sup>er</sup>, troisième à sixième phrase et § 3, deuxième phrase de l'Accord de coopération du 25 août 2020 doit être modifié. Par ailleurs, suite à l'avis du Conseil d'État, les finalités pour lesquelles les données sont traitées dans la base de données IV sont précisées. Ces finalités s'inscrivent dans le contexte de la pandémie de Covid-19. En outre, il est stipulé que la base de données sera maintenue conformément aux dispositions du RGPD, lorsque tout traitement ultérieur des données à caractère personnel dans la Base de Données IV doit être prévu par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance qui définit la finalité de tout nouveau traitement de ces données à caractère personnel, sauf si le traitement (i) est nécessaire à des fins d'archives dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques, conformément à l'article 89, paragraphe 1<sup>er</sup>, sur la base du droit de l'Union ou du droit d'un État membre, ou (ii) concerne des données incluses dans la base de données IV qui ne constituent pas des données à caractère personnel et dans la mesure où ce traitement implique une finalité légitime. En effet, il ne serait pas opportun de devoir créer une base de données identique ou similaire en cas d'autre/nouvelle crise (sanitaire) alors qu'une telle base de données existe déjà aujourd'hui.

En outre, une modification est apportée à l'article 2, § 4 de l'Accord de coopération du 25 août 2020 concernant les responsables du traitement des données de la Base de données I, par le présent Accord de coopération.

L'accord de coopération a été soumis à l'avis de l'Autorité de protection des données (avis n° 08/2023 du 20 janvier 2023), à l'avis de la « Vlaamse Toezichtcommissie » (avis n° 2022/110 du 13 décembre 2022), aux avis du Conseil d'État (avis n° 72.597/VR du 20 janvier 2023), à l'avis du Conseil flamand pour l'Aide sociale, la Santé publique et la Famille (avis du 5 décembre 2022), à l'avis de l'Organe de concertation intra-francophone et de la concertation en Comité ministériel de concertation intra-francophone (avis du 24 novembre 2022).

## Commentaire des articles

### Article 1<sup>er</sup>

L'article 1<sup>er</sup> contient une modification à l'article 2, § 4 de l'Accord de coopération du 25 août 2020 concernant le traitement conjoint de données par Sciensano et les centres de contact désignés par les entités fédérées compétentes ou par les agences compétentes, par les services d'inspections d'hygiène et par les équipes mobiles dans le cadre d'un suivi des contacts auprès des personnes (présümées) infectées par le coronavirus Covid-19 se fondant sur une base de données auprès de Sciensano, en particulier, le responsable du traitement des données de la Base de données I est étendu aux entités fédérées et aux agences désignées par les entités fédérées, de sorte que, pour la Base de données I, tant Sciensano que les entités fédérées et les agences désignées par les entités fédérées deviennent des responsables conjoints du traitement des données.

### Article 2

L'article 2 insère un paragraphe § 1<sup>er</sup>/1 dans l'article 3 de ce même Accord de coopération, précisant les finalités de traitement des données à caractère personnel de la Base de données IV. Il concerne l'identification des terrains propices du coronavirus Covid-19, la prévention des foyers de coronavirus Covid-19 et le maintien de la Base de données IV conformément aux dispositions du RGPD, lorsque tout traitement ultérieur des données à caractère personnel dans la Base de Données IV doit être prévu par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance (qui définit la finalité de tout nouveau traitement de ces données à caractère personnel), sauf si le traitement (i) est nécessaire à des fins d'archives dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques, conformément à l'article 89, paragraphe 1<sup>er</sup>, sur la base du droit de l'Union ou du droit d'un État membre, ou (ii) concerne

Bijgevolg dient ten eerste de bewaartermijn van Gegevensbank IV verder te worden gespecificeerd. Artikel 15, § 1, derde tot en met zesde zin en § 3, tweede zin van het Samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 dient in die zin te worden gewijzigd. Ook wordt naar aanleiding van het advies van de Raad van State verduidelijkt voor welke redenen de gegevens in Gegevensbank IV worden verwerkt. Deze doeleinden kaderen in de context van de Covid-19-pandemie. Daarnaast wordt bepaald dat Gegevensbank IV wordt behouden en bewaard conform de bepalingen van de AVG, waarbij elke verdere verwerking van de persoonsgegevens die in Gegevensbank IV zijn opgenomen moet worden voorzien, toegelaten bij of krachtens een wet, decreet of ordonnantie (waarin het doel van een nieuwe verwerking van deze gegevens wordt bepaald), tenzij wanneer de verdere verwerking (i) noodzakelijk is met het oog op archivering in het algemeen belang, wetenschappelijk of historisch onderzoek of statistische doeleinden overeenkomstig artikel 89, lid 1, op grond van Unierecht of lidstatelijk recht of (ii) betrekking heeft op de gegevens opgenomen in Gegevensbank IV die geen persoonsgegevens uitmaken en voor zover deze verwerking een legitiem doel behelst. Het zou immers niet opportuun zijn om in een andere/nieuwe (gezondheids) crisis eenzelfde of gelijkaardige gegevensbank te moeten aanleggen als er op heden reeds een dergelijke gegevensbank bestaat.

Verder wordt middels huidig Samenwerkingsakkoord een wijziging aangebracht aan artikel 2, § 4 van het Samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 wat betreft de verwerkingsverantwoordelijken van Gegevensbank I.

Het samenwerkingsakkoord werd voor advies voorgelegd aan de Gegevensbeschermingsautoriteit (advies nr. 08/2023 van 20 januari 2023), de "Vlaamse Toezichtcommissie voor de verwerking van persoonsgegevens" (advies nr. 2022/110 van 13 december 2022), de Raad van State (advies nr. 72.597/VR van 20 januari 2023), de Vlaamse Raad WVG (advies van 5 december 2022), het inter-Franstalig overlegorgaan en het overleg in het intra-Franstalige ministerieel comité voor overleg (advies van 24 november 2022).

## Commentaar bij de artikelen

### Artikel 1

Artikel 1 bevat een wijziging aan artikel 2, § 4 van het Samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 betreffende de gezamenlijke gegevensverwerking door Sciensano en de door de bevoegde gefedereerde entiteiten of door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentra, gezondheidsinspecteurs en mobiele teams in het kader van een contactonderzoek bij personen die (vermoedelijk) met het coronavirus Covid-19 besmet zijn op basis van een gegevensbank bij Sciensano; met name wordt de verwerkingsverantwoordelijke van Gegevensbank I uitgebreid met de gefedereerde entiteiten en de door de gefedereerde entiteiten aangeduide agentschappen, zodat voor Gegevensbank I zowel Sciensano als de gefedereerde entiteiten en de door de gefedereerde entiteiten aangeduide agentschappen gezamenlijke verwerkingsverantwoordelijken worden.

### Artikel 2

Artikel 2 voegt een paragraaf 1/1 in in artikel 3 van hetzelfde Samenwerkingsakkoord, waarbij de werkingdoeleinden van de gegevens opgenomen in Gegevensbank IV worden verduidelijkt. Het betreft het identificeren van broeihaarden en het voorkomen van uitbraken van het coronavirus Covid-19 en het behoud van Gegevensbank IV conform de bepalingen van de AVG. Met betrekking tot dit laatste doeleinde is het wel zo dat elke verdere verwerking van de persoonsgegevens, die in Gegevensbank IV zijn opgenomen, moet worden voorzien, toegelaten bij of krachtens een wet, decreet of ordonnantie (waarin het doel van een nieuwe verwerking van deze gegevens wordt bepaald), tenzij in het geval de verdere verwerking (i) noodzakelijk is met het oog op archivering in het algemeen belang, wetenschappelijk of historisch onderzoek of statistische doeleinden overeenkomstig artikel 89, lid 1, op grond van Unierecht

des données incluses dans la base de données IV qui ne constituent pas des données à caractère personnel et dans la mesure où ce traitement implique une finalité légitime.

#### Article 3

L'article 3 contient une modification à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, troisième phrase de ce même Accord de coopération, indiquant que les données à caractère personnel conservées dans la Base de données IV seront mises à jour en permanence, et au moins tous les ans, et, s'il est établi qu'elles ne sont plus actuelles ou pertinentes, supprimées dans un délai maximum de 60 jours. Cette période est dictée par le fait qu'une mise à jour est demandée chaque mois (30 jours) concernant les données conservées dans la Base de données IV, il y a donc en principe un maximum de 30 jours entre le moment où une donnée n'est plus actuelle et/ou pertinente et le moment où cette information devient disponible, en ajoutant une marge de 30 jours parce que la donnée qui la remplace n'est pas toujours connue immédiatement ou communiqué. C'est donc pour des raisons pratiques et pour être conforme avec la réalité, qu'une marge est constituée.

Le transfert de ces données aux entités fédérées concernées est également stipulé. Les données ne seront jamais conservées pendant plus de 50 ans à compter de leur enregistrement dans la Base de données, à moins qu'il n'ait été constaté au préalable qu'elles ne sont plus valables, comme stipulé ci-dessus. Cette période est dictée par la durée maximale attendue d'une carrière professionnelle, compte tenu de 45 ans et d'une marge supplémentaire de 5 ans.

#### Article 4

L'article 4 modifie l'article 16 du même Accord de coopération en ce qui concerne la transparence et les droits des personnes concernées. Les responsables du traitement sont désignés pour chaque base de données et prennent les dispositions nécessaires au regard de toutes leurs responsabilités et ils mettent à la disposition des intéressés un point de contact unique au sein de chaque entité fédérée et de l'autorité fédérale en vue de l'exercice de leurs droits. Ceci est nécessaire, bien que l'APD recommande dans son avis de ne choisir qu'un point de contact unique pour l'ensemble du territoire, en raison de la problématique linguistique et de la proximité du citoyen, ainsi que pour mettre en œuvre une politique de santé locale. En outre, conformément à l'article 26 RGPD, les accords nécessaires seront prises dans un contrat entre les parties pour déterminer leurs droits et obligations respectifs et pour régler les questions pratiques à cet égard.

#### Article 5

L'article 5 modifie les deuxième et troisième phrases de l'article 17 du même Accord de coopération en ce qui concerne le mode de désignation des membres de la juridiction de coopération et les frais de fonctionnement de ladite juridiction de coopération. Cet amendement ne fait que corriger une formulation de l'article 17 dans le même Accord de coopération, ce qui assure la cohérence de tous les Accords de coopération conclus dans le contexte de la pandémie de coronavirus Covid-19.

#### Article 6

L'article 6 contient quelques modifications à l'article 19, § 2, la première phrase de ce même Accord de coopération.

#### Article 7

L'article 7 régit les effets dans le temps de cet Accord de coopération et prévoit sa révision ou sa résiliation.

of lidstatelijk recht of (ii) betrekking heeft op de gegevens opgenomen in Gegevensbank IV die geen persoonsgegevens uitmaken en voor zover deze verwerking een legitiem doel behelst.

#### Artikel 3

Artikel 3 bevat een wijziging aan artikel 15, § 1, derde zin van hetzelfde Samenwerkingsakkoord, waarbij wordt gesteld dat de persoonsgegevens opgenomen in Gegevensbank IV continu worden geactualiseerd, en minstens om het jaar en, indien wordt vastgesteld dat deze niet langer actueel of relevant zijn, na maximaal 60 dagen worden gewist. Deze termijn is ingegeven door het feit dat er elke maand (30 dagen) een update wordt gevraagd rond de gegevens opgenomen in Gegevensbank IV, waardoor er in principe maximaal 30 dagen zijn tussen het ogenblik dat een gegeven niet langer actueel en/of relevant is en dat die informatie beschikbaar wordt, en er daarbij nog een marge van 30 dagen wordt genomen omdat het gegeven dat hiervan in de plaats komt niet altijd meteen bekend is of wordt gecommuniceerd. Vandaar wordt er uit praktische overwegingen en in lijn met de realiteit op grond van passende overwegingen een marge ingebouwd.

Ook wordt de overdracht van die gegevens aan de bevoegde gefedereerde entiteiten bepaald. De gegevens worden nooit langer dan 50 jaar bewaard vanaf opname in de Gegevensbank, tenzij eerder zou worden vastgesteld dat deze niet langer accuraat zouden zijn, zoals hierboven bepaald. Deze termijn is ingegeven door de maximaal verwachte duurtijd van een beroepsloopbaan, waarbij rekening wordt gehouden met 45 jaar en een extra marge van 5 jaar.

#### Artikel 4

Artikel 4 wijzigt artikel 16 van hetzelfde Samenwerkingsakkoord met betrekking tot de transparantie en de rechten van de betrokkenen. De verwerkingsverantwoordelijken worden per gegevensbank benoemd en maken de nodige afspraken met betrekking tot al hun verantwoordelijkheden en stellen daarbij één enkel contactpunt binnen elke gefedereerde entiteit en binnen de federale overheid ter beschikking van de betrokkenen voor de uitoefening van hun rechten. Dit is, hoewel de GBA in haar advies aanraadt om slechts één enkel contactpunt voor het volledige grondgebied te kiezen, noodzakelijk omwille van de taalproblematiek en de nabijheid van de burger, alsook om een lokaal gezondheidsbeleid te kunnen voeren. Bovendien worden conform artikel 26 AVG de nodige afspraken gemaakt in een overeenkomst tussen de partijen ter bepaling van hun respectievelijke rechten en plichten en om de praktische zaken hieromtrent te regelen.

#### Artikel 5

Artikel 5 wijzigt tweede en derde zin van artikel 17 van hetzelfde Samenwerkingsakkoord met betrekking tot de aanwijzingsmethode voor de leden van het samenwerkingsgerecht en de werkingskosten van voormeld samenwerkingsgerecht. Deze wijziging voorziet louter in een rechtzetting van de verwoording van artikel 17 in hetzelfde Samenwerkingsakkoord, waardoor de coherentie wordt bewerkstelligd doorheen alle Samenwerkingsakkoorden afgesloten in het kader van de coronavirus Covid-19-pandemie.

#### Artikel 6

Artikel 6 bevat enkele wijzigingen aan artikel 19, § 2, eerste zin van hetzelfde Samenwerkingsakkoord.

#### Artikel 7

Artikel 7 regelt de uitwerking in de tijd van dit Samenwerkingsakkoord en voorziet in de mogelijkheid van de herziening of de opheffing ervan.

L'entrée en vigueur du présent Accord de coopération est prévue le jour de la publication du dernier acte d'assentiment concernant le présent Accord de coopération au *Moniteur belge*.

**Accord de coopération entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune visant à la modification de l'Accord de coopération du 25 août 2020 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune, concernant le traitement conjoint de données par Sciensano et les centres de contact désignés par les entités fédérées compétentes ou par les agences compétentes, par les services d'inspections d'hygiène et par les équipes mobiles dans le cadre d'un suivi des contacts auprès des personnes (présumées) infectées par le coronavirus Covid-19 se fondant sur une base de données auprès de Sciensano.**

Vu le Règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) ;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, et notamment ses articles 5, § 1<sup>er</sup>, I, 6*bis*, § 1<sup>er</sup>, § 2, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> et 92*bis* ;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, l'article 4, § 2 ;

Vu la loi du 20 juillet 2006 relative à la création et au fonctionnement de l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé, et notamment l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup> ;

Vu le Code wallon de l'action sociale et de la santé, l'article 47/17*bis* ;

Vu le décret de la Communauté flamande du 21 novembre 2003 relatif à la politique de santé préventive, l'article 43, § 3 ;

Vu le décret de la Communauté germanophone du 1<sup>er</sup> juin 2004 relatif à la promotion de la santé et à la prévention médicale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 mai 2014 portant diverses dispositions en exécution du décret du 21 novembre 2003 relatif à la politique de santé préventive et modifiant des arrêtés d'exécution de ce décret ;

Vu l'ordonnance de la Commission communautaire commune du 19 juillet 2007 relative à la politique de prévention en santé ;

Vu l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 23 avril 2009 relatif à la prophylaxie des maladies transmissibles ;

De inwerkingtreding van dit Samenwerkingsakkoord wordt voorzien op de dag van de publicatie van de laatste instemmingsakte bij dit Samenwerkingsakkoord in het *Belgisch Staatsblad*.

**Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de wijziging van het Samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, betreffende de gezamenlijke gegevensverwerking door Sciensano en de door de bevoegde gefedereerde entiteiten of door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentra, gezondheidsinspecties en mobiele teams in het kader van een contactonderzoek bij personen die (vermoedelijk) met het coronavirus Covid-19 besmet zijn op basis van een gegevensbank bij Sciensano.**

Gelet op de Verordening (EG) nr. 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van de Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) ;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikelen 5, § 1, I en 6*bis*, § 1, § 2, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup> en 92*bis* ;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, artikel 4, § 2 ;

Gelet op de wet van 20 juli 2006 betreffende de oprichting en de werking van het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten, artikel 4, § 1, derde lid, 3<sup>o</sup> en 4<sup>o</sup> ;

Gelet op het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, artikel 47/17*bis* ;

Gelet op het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 21 november 2003 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid, artikel 43, § 3 ;

Gelet op het decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 1 juni 2004 betreffende de gezondheidspromotie en inzake medische preventie ;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 16 mei 2014 houdende diverse bepalingen ter uitvoering van het decreet van 21 november 2003 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid en tot wijziging van uitvoeringsbesluiten van dit decreet ;

Gelet op de ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 19 juli 2007 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid ;

Gelet op het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 23 april 2009 betreffende de profylaxe tegen overdraagbare ziekten ;

Vu l'Accord de coopération du 25 août 2020 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune, concernant le traitement conjoint de données par Sciensano et les centres de contact désignés par les entités fédérées compétentes ou par les agences compétentes, par les services d'inspections d'hygiène et par les équipes mobiles dans le cadre d'un suivi des contacts auprès des personnes (présümées) infectées par le coronavirus Covid-19 se fondant sur une base de données auprès de Sciensano ;

Considérant que les Communautés et Régions sont, d'une façon générale, compétentes en matière de politique de santé ;

Considérant qu'un certain nombre de matières liées à la politique de santé continuent à relever de la compétence de l'État fédéral ;

Considérant l'arrêt de la Cour Constitutionnelle n° 110/2022 du 22 septembre 2022 ;

Considérant que cet accord de coopération a pu être réalisé dans le respect de la répartition de compétences qui en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles ont été attribuées aux différents niveaux de pouvoirs grâce à une collaboration intense au sein de la Conférence Interministérielle qui s'inscrit dans une longue tradition de collaboration au sein de la Conférence Interministérielle de santé entre les différents niveaux de pouvoirs de notre pays ;

il est nécessaire de conclure un accord de coopération,

ENTRE

L'État fédéral, représenté par le Gouvernement fédéral en la personne de Alexander De Croo, Premier ministre, et de Frank Vandenbroucke, Vice-Premier ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique ;

La Communauté flamande, représentée par le Gouvernement flamand en la personne de Jan Jambon, Ministre-Président du Gouvernement flamand et ministre flamand de la Politique extérieure, de la Culture, de la Digitalisation et des Services généraux, et de Hilde Crevits, Vice-première ministre du Gouvernement flamand et la ministre flamande du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille ;

La Région wallonne, représentée par son gouvernement en la personne de Elio Di Rupo, Ministre-Président du Gouvernement wallon et de Christie Morreale, vice-présidente du Gouvernement wallon et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes ;

La Communauté germanophone, représentée par son gouvernement en la personne de Oliver Paasch, Ministre-Président et ministre des Pouvoirs locaux et des Finances et de Antonios Antoniadis, Vice-Ministre-Président et ministre de la Santé et des Affaires sociales, de l'Aménagement du territoire et du Logement ;

La Commission communautaire commune, représentée par le Collège réuni en la personne de Rudi Vervoort, Président du Collège réuni et Alain Maron et Elke Van den Brandt, membres ayant la Santé et l'Action sociale dans leurs attributions ;

Gelet op het Samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de gezamenlijke gegevensverwerking door Sciensano en de door de bevoegde gefedereerde entiteiten of door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentra, gezondheidsinspecties en mobiele teams in het kader van een contactonderzoek bij personen die (vermoedelijk) met het coronavirus Covid-19 besmet zijn op basis van een gegevensbank bij Sciensano;

Overwegende het feit dat de Gemeenschappen en Gewesten in het algemeen bevoegd zijn voor het gezondheidsbeleid;

Overwegende dat een aantal materies met betrekking tot het gezondheidsbeleid tot de bevoegdheid blijven behoren van de Federale Staat;

Overwegende het arrest van het Grondwettelijk Hof nr. 110/2022, dd. 22 september 2022;

Overwegende dat dit samenwerkingsakkoord tot stand is gekomen met respect voor de bevoegdheidsverdeling die krachtens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen aan de verschillende bevoegdheidsniveaus werden toegekend dankzij een intense samenwerking in de schoot van de Interministeriële Conferentie die kadert in een lange traditie van samenwerking binnen de Interministeriële Conferentie Volksgezondheid tussen de verschillende bevoegdheidsniveaus van ons land;

is het noodzakelijk een samenwerkingsakkoord af te sluiten,

TUSSEN

De Federale Staat, vertegenwoordigd door de federale regering, in de persoon van Alexander De Croo, Eerste minister, en Frank Vandenbroucke, Vice-Eerste minister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid;

De Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering, in de persoon van Jan Jambon, Minister-president van de Vlaamse Regering en Vlaams minister van Buitenlandse Zaken, Cultuur, Digitalisering en Facilitair Management, en Hilde Crevits, Vice-minister-president van de Vlaamse Regering en Vlaams minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn regering, in de persoon van Elio Di Rupo, Minister-president van de Waalse Regering en Christie Morreale, Vice-minister-president van de Waalse Regering en minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten;

De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door zijn regering in de persoon van Oliver Paasch, Minister-president en minister van Lokale Besturen en Financiën en Antonios Antoniadis, Vice-minister-president en minister van Gezondheid en Sociale Aangelegenheden, Ruimtelijke Ordening en Huisvesting;

De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door het Verenigd College in de persoon van Rudi Vervoort, Voorzitter van het Verenigd College en Alain Maron en Elke Van Den Brandt, leden belast met Gezondheid en Welzijn;

## TITRE 1

**Modifications à l'Accord de coopération du 25 août 2020 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune, concernant le traitement conjoint de données par Sciensano et les centres de contact désignés par les entités fédérées compétentes ou par les agences compétentes, par les services d'inspections d'hygiène et par les équipes mobiles dans le cadre d'un suivi des contacts auprès des personnes (présümées) infectées par le coronavirus Covid-19 se fondant sur une base de données auprès de Sciensano**

*Article 1<sup>er</sup>*

Dans l'article 2 de l'Accord de coopération du 25 août 2020 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune, concernant le traitement conjoint de données par Sciensano et les centres de contact désignés par les entités fédérées compétentes ou par les agences compétentes, par les services d'inspections d'hygiène et par les équipes mobiles dans le cadre d'un suivi des contacts auprès des personnes (présümées) infectées par le coronavirus Covid-19 se fondant sur une base de données auprès de Sciensano, le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Sciensano et les entités fédérées compétentes ou les agences désignées par les autorités compétentes agissent comme des responsables conjoints du traitement de la Base de données I. Sciensano et le responsable du traitement de la Base de données II. »

*Article 2*

L'article 3 de ce même Accord de coopération est complété par un paragraphe 1/1, rédigé comme suit :

« § 1<sup>er</sup>/1. Le traitement des données et des données à caractère personnel de la Base de données IV vise, outre ce qui est prévu au § 1<sup>er</sup> du présent article, les finalités de traitement suivantes :

- 1° l'identification des terrains propices du coronavirus Covid-19 ;
- 2° la prévention des foyers de coronavirus Covid-19 et des clusters ;
- 3° le maintien de la Base de données IV conformément aux dispositions du RGPD, lorsque tout traitement ultérieur des données à caractère personnel dans la Base de Données IV doit être prévu par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance (qui définit la finalité de tout nouveau traitement de ces données à caractère personnel), sauf si le traitement (i) est nécessaire à des fins d'archives dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques, conformément à l'article 89, paragraphe 1<sup>er</sup>, sur la base du droit de l'Union ou du droit d'un État membre, ou (ii) concerne des données incluses dans la base de données IV qui ne constituent pas des données à caractère personnel et dans la mesure où ce traitement implique une finalité légitime. »

*Article 3*

À l'article 15 de ce même Accord de coopération, au paragraphe 1<sup>er</sup>, la troisième phrase est remplacée par ce qui suit :

« Les données à caractère personnel de la Base de données IV seront mises à jour en permanence, et au moins tous les ans, et, elles seront, lorsqu'il est établi qu'elles ne sont plus actuelles ou pertinentes, supprimées dans un délai maximum de 60 jours. Après la publication de l'arrêté royal proclamant la fin de l'épidémie du coronavirus Covid-19, les données à caractère personnel de la Base de données IV seront transférées aux entités fédérées compétentes pour l'exercice de leur compétence en matière de détection des maladies infectieuses, dans le cadre des compétences matérielles dans le domaine des soins préventifs conformément à l'article 3, § 1<sup>er</sup>/1 du présent Accord de coopération et conformément au § 3 du présent article. Après le transfert, les mêmes

## TITEL 1

**Wijzigingen aan het Samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de gezamenlijke gegevensverwerking door Sciensano en de door de bevoegde gefedereerde entiteiten of door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentra, gezondheidsinspecties en mobiele teams in het kader van een contactonderzoek bij personen die (vermoedelijk) met het coronavirus Covid-19 besmet zijn op basis van een gegevensbank bij Sciensano**

*Artikel 1*

In artikel 2 van het Samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de gezamenlijke gegevensverwerking door Sciensano en de door de bevoegde gefedereerde entiteiten of door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentra, gezondheidsinspecties en mobiele teams in het kader van een contactonderzoek bij personen die (vermoedelijk) met het coronavirus Covid-19 besmet zijn op basis van een gegevensbank bij Sciensano, wordt paragraaf 4 vervangen als volgt:

“§ 4. Sciensano en de bevoegde gefedereerde entiteiten of de door de bevoegde gefedereerde entiteiten aangeduide agentschappen treden op als gezamenlijke verwerkingsverantwoordelijken van Gegevensbank I. Sciensano is de verwerkingsverantwoordelijke van Gegevensbank II.”

*Artikel 2*

In artikel 3 van hetzelfde Samenwerkingsakkoord wordt een paragraaf 1/1 ingevoegd, luidende:

“§ 1/1. De verwerking van de gegevens en persoonsgegevens in de Gegevensbank IV beoogt, naast hetgeen in § 1 van dit artikel werd bepaald, de volgende verwerkingsdoelstellingen:

- 1° het identificeren van broeihaarden van het coronavirus Covid-19;
- 2° het voorkomen van uitbraken van het coronavirus Covid-19 en van clusters;
- 3° het behoud van Gegevensbank IV conform de bepalingen van de AVG, waarbij elke verdere verwerking van de persoonsgegevens, die in Gegevensbank IV zijn opgenomen, moet worden voorzien, toegelaten bij of krachtens een wet, decreet of ordonnantie, tenzij in het geval de verdere verwerking (i) noodzakelijk is met het oog op archivering in het algemeen belang, wetenschappelijk of historisch onderzoek of statistische doeleinden overeenkomstig artikel 89, lid 1, op grond van Unierecht of lidstatelijk recht of (ii) betrekking heeft op de gegevens opgenomen in Gegevensbank IV die geen persoonsgegevens uitmaken en voor zover deze verwerking een legitiem doel behelst.”

*Artikel 3*

In artikel 15 van hetzelfde Samenwerkingsakkoord wordt in paragraaf 1 de derde zin vervangen als volgt:

“De persoonsgegevens uit de Gegevensbank IV worden continu geactualiseerd, en minstens om het jaar, en worden, nadat is vastgesteld dat ze niet langer actueel of relevant zijn, na maximaal 60 dagen gewist. De persoonsgegevens uit Gegevensbank IV worden na de publicatie van het koninklijk besluit dat het einde van de toestand van het coronavirus Covid-19 epidemie afkondigt, overgedragen aan de bevoegde gefedereerde entiteiten voor de uitoefening van hun bevoegdheid inzake het opsporen van besmettelijke infectieziekten in het kader van de materiële bevoegdheden inzake preventieve gezondheidszorg overeenkomstig artikel 3, § 1/1 van huidig Samenwerkingsakkoord en overeenkomstig § 3 van dit artikel. Na overdracht zullen dezelfde bewaartermijnen gelden. De

délais de conservation s'appliqueront. Les données ne seront jamais conservées pendant plus de 50 ans à compter de leur enregistrement dans la base de données. »

#### Article 4

L'article 16 de ce même Accord de coopération est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Sciensano, les entités fédérées compétentes et les agences désignées par les entités fédérées compétentes, chacune dans son domaine de compétence en tant que responsables du traitement, déterminent de manière transparente leurs responsabilités respectives, notamment en ce qui concerne l'exercice des droits de la personne concernée et la fourniture d'informations. À cette fin, Sciensano, les entités fédérées compétentes et les agences désignées par les entités fédérées compétentes prennent les dispositions nécessaires pour définir toutes les obligations propre aux responsables conjoints du traitement et en particulier les rôles et les relations respectives des responsables conjoints du traitement vis-à-vis des personnes concernées, ainsi que les questions pratiques à cet égard. Les responsables conjoints du traitement mettent à la disposition des intéressés un point de contact unique au sein de chaque entité fédérée et de l'autorité fédérale en vue de l'exercice de leurs droits. »

§ 2. À la lumière du § 1<sup>er</sup> de cet article, les responsables (conjoints) du traitement sont :

- 1° Sciensano, les entités fédérées compétentes et les agences désignées par les entités fédérées compétentes pour la Base de données I ;
- 2° Sciensano pour la Base de données II ;
- 3° Les entités fédérées compétentes et les agences désignées par les entités fédérées compétentes pour les bases de données III et IV, conformément à l'article 2, § 5, du présent accord de coopération. »

#### Article 5

À l'article 17 de ce même Accord de coopération, le deuxième et troisième phrase sont remplacé par ce qui suit :

« Les membres de cette juridiction sont respectivement désignés par le Conseil des ministres, le Gouvernement flamand, le Gouvernement de la Communauté germanophone, le Collège réuni de la Commission communautaire commune et le Gouvernement Wallon. Les frais de fonctionnement de la juridiction sont répartis équitablement entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune. »

#### Article 6

À l'article 19 de ce même Accord de coopération, au paragraphe 2, première phrase, les modifications suivantes sont effectuées :

- 1° les mots « de l'article 3, § 1<sup>er</sup>/1 et » sont insérés entre les mots « dispositions » et « de l'article 15, »
- 2° les mots « § 1<sup>er</sup>, troisième à sixième phrase » sont insérés entre les mots « l'article 15, » et « § 2 ».

gegevens zullen nooit langer dan 50 jaar vanaf opname in de gegevensbank worden bewaard.”

#### Artikel 4

Artikel 16 van hetzelfde Samenwerkingsakkoord wordt vervangen als volgt:

“§ 1. Sciensano, de bevoegde gefedereerde entiteiten en de door de bevoegde gefedereerde entiteiten aangeduide agentschappen, ieder binnen hun bevoegdheidssfeer als verwerkingsverantwoordelijke, bepalen op transparante wijze hun respectieve verantwoordelijkheden, met name wat betreft de uitoefening van de rechten van de betrokkene en het verstrekken van informatie. Hiertoe maken Sciensano, de bevoegde gefedereerde entiteiten en de door de bevoegde gefedereerde entiteiten aangeduide agentschappen de nodige afspraken waarin alle verplichtingen eigen aan de gezamenlijke verwerkingsverantwoordelijken en in het bijzonder de respectieve rollen en relaties van de gezamenlijke verwerkingsverantwoordelijken ten opzichte van de betrokkenen bepaald worden, alsook de praktische afspraken daaromtrent. De gezamenlijke verwerkingsverantwoordelijken stellen één enkel contactpunt binnen elke gefedereerde entiteit en binnen de federale overheid ter beschikking van de betrokkenen voor de uitoefening van hun rechten.

§ 2. In het licht van § 1 van dit artikel worden als (gezamenlijke) verwerkingsverantwoordelijken aangemerkt:

- 1° Sciensano, de bevoegde gefedereerde entiteiten en de door de bevoegde gefedereerde entiteiten aangeduide agentschappen voor Gegevensbank I;
- 2° Sciensano voor Gegevensbank II;
- 3° De bevoegde gefedereerde entiteiten en de door de bevoegde gefedereerde entiteiten aangeduide agentschappen voor Gegevensbanken III en IV, conform artikel 2, § 5 van dit Samenwerkingsakkoord.”

#### Artikel 5

In artikel 17 van hetzelfde Samenwerkingsakkoord worden de tweede en derde zin vervangen als volgt:

“De leden van dit rechtscollege worden respectievelijk aangeduid door de Ministerraad van de federale staat, de Vlaamse regering, de regering van de Duitstalige Gemeenschap, het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Waalse regering. De werkingskosten van het rechtscollege worden gelijk verdeeld over de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en het Waals Gewest.”

#### Artikel 6

In artikel 19 van hetzelfde Samenwerkingsakkoord worden in de eerste zin van paragraaf 2 de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° de woorden “in artikel 3, § 1/1 en” worden ingebracht tussen de woorden “bepaald” en “in artikel 15,;”
- 2° de woorden “§ 1, derde tot zesde zin” worden ingevoegd tussen de woorden “artikel 15, en “§ 2”.



**TITRE 2**  
**Dispositions diverses***Article 7*

Le présent accord de coopération entre en vigueur le jour de la publication du dernier acte d'assentiment concernant le présent Accord de coopération au *Moniteur belge*.

Fait à Bruxelles, le 10 mars 2023 en un exemplaire original.

Le Premier ministre,

Alexander DE CROO

Le Vice-Premier ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

Frank VANDENBROUCKE

Le Ministre-président du Gouvernement flamand et Ministre flamand de la Politique extérieure, de la Culture, la Digitalisation et les Services généraux,

Jan JAMBON

La Vice-Présidente du Gouvernement flamand et le Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique, et de la Famille,

Hilde CREVITS

Le Ministre-président du Gouvernement wallon,

Elio DI RUPO

La Vice-présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes du Gouvernement wallon,

Christie MORREALE

Le Ministre-président, Ministre des Pouvoirs locaux et des Finances du gouvernement de la Communauté germanophone,

Oliver PAASCH

Le Vice-ministre-président et Ministre de la Famille, de la Santé et des Affaires sociales, de l'Aménagement du territoire et du Logement de la Communauté germanophone,

Antonio ANTONIADIS

**TITEL 2**  
**Diverse bepalingen***Artikel 7*

Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking op de dag van de publicatie van de laatste instemmingsakte bij dit Samenwerkingsakkoord in het Belgisch Staatsblad.

Gedaan te Brussel, op 10 maart 2023 in één origineel exemplaar.

De Eerste minister,

Alexander DE CROO

De Vice-Eerste minister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

Frank VANDENBROUCKE

De Minister-president van de Vlaamse Regering en Vlaams minister van Buitenlandse Zaken, Cultuur, Digitalisering en Facilitair Management,

Jan JAMBON

Vice-minister-president van de Vlaamse Regering en Vlaams minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin,

Hilde CREVITS

De Minister-president van de Waalse Regering,

Elio DI RUPO

De Vice-minister-president en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten van de Waalse Regering,

Christie MORREALE

De Minister-president, minister van Lokale Besturen en Financiën van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

Oliver PAASCH

De Vice-minister-president en minister van Familie, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden, Ruimtelijke Ordening en Huisvesting van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

Antonio ANTONIADIS

Le Président du Collège réuni de la Commission communautaire commune,

Rudi VERVOORT

Le membre du Collège réuni de la Commission communautaire commune, ayant la Santé et l'Action sociale dans ses attributions,

Alain MARON

Le membre du Collège réuni de la Commission communautaire commune, ayant la Santé et l'Action sociale dans ses attributions,

Elke VAN Den BRANDT

De Voorzitter van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,

Rudi VERVOORT

Het lid van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, belast met Gezondheid en Welzijn,

Alain MARON

Het lid van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, belast met Gezondheid en Welzijn,

Elke VAN Den BRANDT

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,  
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE  
ET ENVIRONNEMENT

[C - 2023/40884]

22 FEVRIER 2023. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 11 mai 2022 portant nomination des membres de la Commission de recours

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique;

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, l'article 65,1°;

Vu l'arrêté royal du 5 décembre 2011 relatif à l'agrément des laboratoires d'anatomie pathologique par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, l'article 44;

Vu l'arrêté ministériel du 11 mai 2022 portant nomination des membres de la Commission de recours, l'article 2;

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1. Dans l'article 2 de l'arrêté ministériel du 11 mai 2022 précité, les mots « M. Mvumbi D. » sont remplacés par les mots « M. De Craeye S.».

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> mars 2023.

Bruxelles, le 22 février 2023.

F. VANDENBROUCKE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,  
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN  
EN LEEFMILIEU

[C - 2023/40884]

22 FEBRUARI 2023. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 11 mei 2022 houdende benoeming van de leden van de Beroepscommissie

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid;

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, artikel 65, 1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 december 2011 betreffende de erkenning van de laboratoria voor pathologische anatomie door de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, artikel 44;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 mei 2022 houdende benoeming van de leden van de Beroepscommissie, artikel 2;

Besluit :

**Artikel 1.** § 1. In artikel 2 van voornoemd ministerieel besluit van 11 mei 2022 worden de woorden "de heer Mvumbi D." vervangen door de woorden "de heer De Craeye S.".

Art 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 maart 2023.

Brussel, 22 februari 2023.

F. VANDENBROUCKE